

Le fichage : arme de l'État !

Lundi 4 janvier, le Conseil d'État a jugé en référé que la police et la gendarmerie pourront ficher les activités et opinions politiques, les appartenances syndicales et les données de santé au nom de la sécurité publique, de la sûreté de l'État définie comme recouvrant les « *intérêts fondamentaux de la Nation* » (laissés totalement à l'appréciation de la police). Ces textes prolongent le projet de loi « *sécurité globale* », dont les données recueillies pour la surveillance de masse (drones, caméras, reconnaissance faciale, réseaux sociaux) vont pouvoir être centralisées dans ces fichiers, ce qui n'était pas le cas auparavant.

La requête en référé émanait des organisations syndicales CGT, FO, FSU et d'associations de défense des droits humains (GISTI, etc.). Et nous pouvons être surpris.es, déçu.e.s, d'une forme de satisfaction de ces organisations après le rendu. Ce serait moins pire que le pire...

Nous autres, anarchistes, ne sommes pas surpris.es de l'utilisation du fichage. Les États ont toujours eu besoin, pour se maintenir, de réseaux de renseignements forts, pour contrôler leurs populations par un fichage systématique. Penser que cela ne serait propre qu'aux régimes totalitaires, c'est se mentir profondément. Un État, ce sont des fichiers fiscaux, de polices, de renseignements, médicaux, etc... Le fichage est au cœur de cet outil de privation de liberté qu'est l'État. Pour mémoire, ce n'est qu'après une forte mobilisation que le décret instituant le fichier EDVIGE avait été retiré en novembre 2008...

Nous autres, anarchistes, luttons pour une société sans État. Une société sans Frontières. Une société sans fichage.

Et si nous luttons pour cela, c'est que nous savons qu'**au cœur des oppressions se trouve l'État**, qu'il est un des outils, un des rouages les plus puissants pour briser l'individualité et tenter de formater les humain.e.s en fonction des besoins (des possédant.e.s, du patronat, du « marché », etc.). L'État est autant à combattre que le système capitaliste, les religions, et toutes pratiques, pensées qui hiérarchisent et discriminent les humains et les humaines (classes sociales, racismes, sexisme, haines des LGBTI...). Envisager de se passer de l'un sans envisager de se passer des autres, ne sera qu'une voie sans issue politique si ce n'est une perpétuation de sombres sociétés hiérarchisées (communisme étatique autoritaire, libertarianisme, théocraties, etc.)

Depuis toujours les tenants de l'État ont peur de celles et ceux qui pensent autrement, de celles et ceux qui osent imaginer, militer, s'organiser pour un monde sans pouvoirs.

Alors oui, nous ne sommes pas surpris.es que l'État français se dote une fois de plus d'outils de contrôle et de pression contre sa propre population.

S'il ne peut exister d'État sans ce genre d'outil, une société sans État est, elle, possible et souhaitable.

Construisons ensemble la sortie des vieux modèles !

Pour l'émancipation de toutes et tous !



(texte repris d'un communiqué de la Fédération anarchiste)

Groupe libertaire René Lochu

31 rue Guillaume Le Bartz, 56000 Vannes

mail : groupe.lochu@riseup.net

Blog : <http://anars56.over-blog.org>